



Centre d'information
sur les droits des femmes
et des familles

Bouches-du-Rhône / Arles

Rapport d'activité

2017

Rapport d'activité du CIDFF du Pays d'Arles

V4 - Doc de travail CNIDFF/SDFE/

Sommaire

PARTIE I : PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE L'ASSOCIATION

- Mot de la présidente du CIDFF ≈ rapport moral de la présidente
- Présentation du réseau
- Historique de l'association
- Identification de l'association
- Composition et liste des membres du CA et du bureau
- Liste du personnel du CIDFF
- Nombre de salariés (dont femmes) et d'ETP
- Tableau des formations suivies par les salariées et bénévoles

PARTIE II : ACTIVITÉ du CIDFF

Introduction

Cartographie d'implantation du CIDFF sur le département

- Liste des partenaires opérationnels (associations, entreprises, établissements scolaires, collectivités publiques, observatoires...) et des conventions de partenariat signées (1 page).
- Liste des partenaires financiers, mécènes et/ou sponsors et éventuellement les conventions correspondantes signées (1 page).

Dispositifs auxquels participe le CIDFF

1°) Activité agréée d'information sur les droits

- ✓ Bilan quantitatif
- ✓ Bilan qualitatif

2°) Activité d'accompagnement individualisé vers emploi (idem structuration point 1°)

- ✓ Bilan quantitatif
- ✓ Bilan qualitatif

3°) Activité d'accompagnement en faveur des femmes victimes de violences (idem structuration point 1°)

- ✓ Bilan quantitatif
- ✓ Bilan qualitatif

4°) Activité relative au soutien à la parentalité

- ✓ Bilan quantitatif
- ✓ Bilan qualitatif

5°) Activité d'information collective

- Actions spécifiques, ponctuelles (8 mars, 25 novembre, 6 février) ou expérimentales
- Actions partenariales avec le réseau DR/DD (actions, financements, groupe de travail)
- Stratégie de communication du CIDFF

PARTIE I :

PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE L'ASSOCIATION

Mot de la présidente du CIDFF ≈ rapport moral de la présidente

« Mon corps m'appartient », célèbre slogan féministes des années 70. Ce slogan qui remonte à plus de 45 ans est pourtant aujourd'hui encore d'une brûlante actualité. « Balance ton porc », « Me too » et j'en passe, que l'on soit d'accord ou pas avec les intitulés et les procédés, cela a permis de libérer la parole de certaines femmes. Il est question de l'objétisation, la manipulation et surtout l'appropriation violente du corps des femmes. Alors certains diront, c'est de la délation ou que ce sont des stars, et qu'elles sont prêtes à tout pour l'obtention d'un rôle, même au mensonge... Pourquoi cherche-t-on toujours à nier, à remettre en cause la parole des femmes ? Le monde du cinéma semble découvrir, ainsi que les médias, ce phénomène, alors que depuis des années, nous combattons ces violences, nous accompagnons des victimes qui ne sont pas sous les feux des projecteurs. Cette médiatisation met en lumière ce que nous efforçons de dire et répéter depuis si longtemps, il n'est pas facile de briser le silence, cela peut prendre des mois, des années et dans la plupart des cas, le silence l'emporte.

« Mon corps m'appartient » semble être mis à mal car le corps des femmes semble être chose publique, il est à la fois l'objet de tous les fantasmes et celui de tous les interdits.

L'année 2017 marque également la dénonciation des violences dans certaines chansons, notamment de rappeurs, souvent blâmés pour leur misogynie. Quelques paroles trouvées dans certaines d'entre elles :

*« Pauline elle est discrète, elle oublie qu'elle est belle
Elle a sur tout le corps des tâches de la couleur du ciel
Son mari rentre bientôt, elle veut même pas y penser
Quand il lui prend le bras, c'est pas pour la faire danser
Elle repense à la mairie, cette décision qu'elle a prise
A cette après midi où elle avait fait sa valise
Elle avait un avenir, un fils à élever
Après la dernière danse, elle s'est pas relevée
Ah elle aurait dû y aller, elle aurait dû l'faire, crois-moi...
On a tous dit : "Ah c'est dommage, ah c'est dommage, c'est p't'être la dernière fois"...
Vaut mieux vivre avec des remords qu'avec des regrets...
Vaut mieux vivre avec des remords c'est ça le secret »*

Le rappeur Vin's, fin 2017, a consacré une chanson entière à cette thématique suite à la déferlante metoo, ainsi que la rappeuse Chilia.

Cet aparté musical pour s'interroger sur la sensibilisation des jeunes, nous menons des actions tout au long de l'année, mais il est vrai que la musique et notamment les paroles de chanson ont une importance capitale. On condamne souvent et à juste titre, celles qui font l'apologie du sexisme et des violences faites aux femmes, mais il faut aussi saluer celles qui en prennent le contre-pied et qui pourraient être d'un soutien primordial dans la continuité des actions de prévention et de sensibilisation.

Cédrine RAYBAUD - Présidente

Présentation du réseau

Fondée en 1972 à l'initiative de l'État, la Fédération nationale des CIDFF est signataire d'un contrat d'objectifs et de moyens avec l'État. La Fédération nationale est un relais essentiel de l'action des pouvoirs publics en matière d'accès aux droits pour les femmes, de lutte contre les discriminations sexistes et de promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes. Elle représente les CIDFF auprès des instances nationales, européennes et internationales.

La Fédération Nationale des CIDFF assure la coordination nationale des 111 CIDFF. Répartis sur l'ensemble du territoire métropolitain et des outre-mer, les CIDFF animent plus de 1 500 permanences de proximité, en milieu urbain, rural ou sensible. Le réseau des CIDFF informe près de 500 000 personnes et délivre près de 950 000 informations.

La mission des CIDFF est reconnue dans le code de l'action sociale et des familles. Le décret du 23 décembre 2015 précise leur champ d'action qui se situe dans le domaine de l'accès aux droits : informer, orienter et accompagner les femmes en particulier et les familles, dans la lutte contre les violences sexistes, le soutien à la parentalité, l'emploi, la création d'entreprise, la citoyenneté, la santé et la sexualité.

Tête de réseau, la Fédération Nationale, propose des services qui permettent aux CIDFF de professionnaliser leur action : un centre de ressources documentaires en ligne, un service de formation, une veille juridique, un service statistiques qui agrège et analyse les données statistiques recueillies auprès des CIDFF. La Fédération Nationale des CIDFF élabore des outils adaptés aux pratiques professionnelles de son réseau : guides, support de communication, référentiels métiers. Régulièrement associée à des programmes européens, elle lance et promeut des actions en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes. Il crée des partenariats à même d'être déclinés localement. Acteur et observateur des évolutions de la société, la Fédération Nationale organise des journées thématiques, colloques ou séminaires animés par des experts reconnus dans leur domaine de compétence.

Enfin, la Fédération Nationale des CIDFF travaille en étroite collaboration avec l'administration centrale du Service des droits des femmes et de l'égalité ainsi qu'avec ses services déconcentrés. Elle est régulièrement auditionnée par les commissions parlementaires chargées des droits des femmes (Assemblée nationale, Sénat, Conseil économique, social et environnemental) pour livrer sa connaissance des problématiques émergentes concernant les femmes et les familles.

Historique de l'association

Le CIDFF du Pays d'Arles, association loi 1901, créé en 1984 se situe 12 boulevard Émile Zola - Espace Chiavary à Arles.

La vocation initiale du CIDFF est d'informer les femmes et les familles sur leurs droits avec pour objectif transversal la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Le CIDFF du Pays d'Arles est passé progressivement de 2 informatrices bénévoles en 1984 à 7 salariées en 2017, soit 4,84 ETP.

Exclusivement dédié à l'information juridique lors de sa création, le CIDFF du Pays d'Arles s'est peu à peu préoccupé de l'insertion sociale et professionnelle des femmes, de leur santé (notamment en matière d'information et de prévention) et, de plus en plus, de l'accueil de femmes victimes de violences au sein du couple, toujours dans un souci d'égalité.

Les salariées perfectionnent et actualisent leurs qualifications et leurs connaissances par la formation, par leur participation aux réunions d'informations ainsi que par la documentation et les ouvrages spécialisés se trouvant dans les locaux de l'association.

Ces dernières années, le CIDFF développe des actions de prévention et de sensibilisation auprès du public et spécifiquement auprès des jeunes, le domaine d'intervention « éducation et citoyenneté » est un des axes prioritaires du CIDFF du Pays d'Arles. La volonté de notre association étant d'intervenir en prévention dès le plus jeune âge, des actions vont être mises en place en ce sens.

En 2016, dans le cadre de sa mission, le CIDFF du Pays d'Arles a mené diverses actions relevant des champs d'intervention traditionnels du réseau des CIDFF. Il est à noter que **nos actions ont toutes été labellisées par le Centre Départemental d'Accès au Droit des Bouches du Rhône (CDAD13) : Label "R&QSR" (Reconnaissance et Qualité du Service Rendu)**. Nombre d'entre elles ont également reçu le **label national « Sexisme, pas notre genre » délivré par l'Etat**. Enfin, nos actions en direction du jeune public dans le cadre des temps d'activité périscolaire et du temps cantine ont reçu la **labellisation "Territoire d'excellence"**. Ces labellisations nous confortent dans nos missions et sont une reconnaissance de notre professionnalisme et expertise quant au droit des femmes, la lutte pour l'égalité femme-hommes et contre les violences sexistes.

Identification de l'association :

Nom de l'association :

Centre d'Informations sur les Droits des Femmes et des Familles du Pays d'Arles

N° SIRET, SIRENE et RNA et date de publication au JO des associations :

SIRET: 340 513 357 000 46 - RNA: W132002228 - Date pub JO: 07/09/1984

Objet(s) de l'association : résumé tel que figurant au RNA

Le CIDFF informe, oriente et accompagne, de manière gratuite et confidentielle, tout public et en priorité les femmes dans les domaines de l'accès au droit, de la lutte contre les violences sexistes, du soutien à la parentalité, de l'emploi, de la santé et de l'éducation et citoyenneté.

Adresse du siège social de l'association :

Espace Chiavary - 12, bd Emile Zola 13200 Arles

Adresse du ou des sites internet de l'association :

<http://bouchesdurhone-arles.cidff.info/>

Nom de la présidente et de la vice-présidente : (une seule vice-présidente dans statuts !)

Présidente : RAYBAUD Cédrine - Vice-présidente : RAINAUD Carine

Nom de la directrice/coordinatrice salariée et son adresse électronique :

Directrice : GAROUCHE Vanessa - direction.cidff.arles@gmail.com

Agréments :

Date	Dénomination	Durée	Labels, certifications : agrément CIDFF, BAV, EICCF, référent violence, REAAP, label PIF...
10/02/2016	Agrément de l'Etat (CPO 2016-2018)	3 ans	Agrément CIDFF
21/03/2016	Charte de l'accès au droit "R&QSR" (Reconnaissance et Qualité du Service Rendu)	2 ans	Label CDAD13
01/09/2016	Sexisme pas notre genre	1 an	Label ETAT
25/10/2017	Agrément national au titre des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public	5 ans	Agrément national

Composition et liste des membres du CA et du bureau :

Prénom	Nom	Membre du		Fonction occupée	Profession	Date d'expiration du mandat
		CA	Bureau			
Cédrine	RAYBAUD	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Présidente	Avocate	31/03/2018
Carine	RAINAUD	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Vice-présidente	Formatrice	31/03/2018
Marguerite	ARSAC	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Trésorière	Retraitée	31/03/2018
Josette	PAC	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Secrétaire	Retraitée	31/03/2018
Samantha	DENIS-LEYGUE	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Secrétaire adjointe	Conseillère en insertion socioprofessionnelle	31/03/2018
Claire	ANTOGNAZZA	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Administrateur	Retraitée	31/03/2018
Mathilde	BAZOU	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Administrateur	Inspectrice Enfance Famille (CD13)	31/03/2018
Sylvette	CARLEVAN	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Administrateur	Directrice Régie des quartiers du Grand Avignon	31/03/2018
Fanny	CHARLES	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Administrateur	Chef d'entreprise	31/03/2018
Cécile	FROMAGEOT	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Administrateur	Institutrice	31/03/2018
Maryse	PERROTTI	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Administrateur	Retraitée	31/03/2018
Colette	ROBERT	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Présidente d'Honneur du CIDFF d'Arles	Retraitée	31/03/2018
Michèle	THERET	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Administrateur	Retraitée	31/03/2018

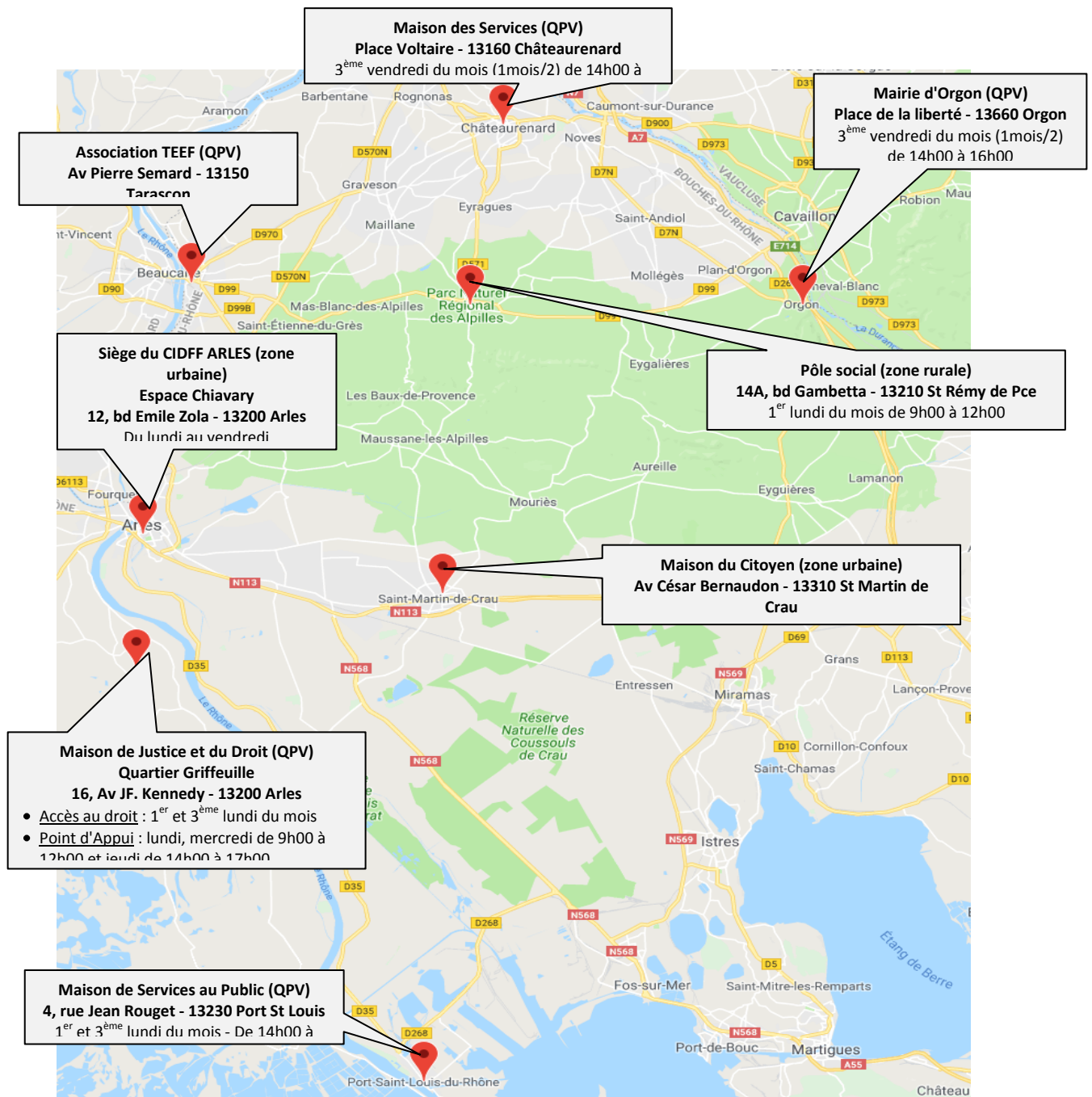
Liste du personnel du CIDFF :

Prénom	Nom	Fonction occupée	Profession	Genre	ETP
Directrice					
Vanessa	GAROUCHE	Interne	Directrice	<input checked="" type="checkbox"/> Mme <input type="checkbox"/> M.	1,00
Juristes					
Nouria	BAA	Interne	Juriste	<input checked="" type="checkbox"/> Mme <input type="checkbox"/> M.	0,94
Alexandra	LIBERATORE	Interne	Juriste	<input checked="" type="checkbox"/> Mme <input type="checkbox"/> M.	1,00
Maha	PIERRE LOUIS	Interne	Juriste	<input checked="" type="checkbox"/> Mme <input type="checkbox"/> M.	0,50
Autres					
Samiya	SEMMAOUI	Interne	Assistante de gestion financière	<input checked="" type="checkbox"/> Mme <input type="checkbox"/> M.	1,00
Olivia	OUMEUR	Interne	Monitrice-Educatrice	<input checked="" type="checkbox"/> Mme <input type="checkbox"/> M.	0,50
Lydie	SOCIAS	Vacataire	Psychologue clinicienne	<input checked="" type="checkbox"/> Mme <input type="checkbox"/> M.	0,06
Christel	DUBOURDIEU-RAYROT	Vacataire	Psychologue clinicienne	<input checked="" type="checkbox"/> Mme <input type="checkbox"/> M.	0,02
Total nombre de salarié.e.s ETP (hors vacataires)					4,94

Formations suivies par les salariées et bénévoles du CIDFF :

Prénom	Nom	Statut		Titre de la formation	Date	Nombre de jours
		Salarié.e	Bénévole			
Vanessa	GAROUCHE	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	"Sensibilisation à la lutte contre les discriminations" organisée par le CGET à Arles	4 et 5 janvier et 1 ^{er} février 2017	3
Vanessa	GAROUCHE	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	"Valeurs de la République et la laïcité" organisée par la Préfecture BDR à Aix-en-Pce	9 et 10 janvier 2017	2
Alexandra	LIBERATORE	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	"Valeurs de la République et la laïcité" organisée par la Préfecture BDR à Aix-en-Pce	9 et 10 janvier 2017	2
Vanessa	GAROUCHE	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	" Formation pour les formatrices et les formateurs : acquérir une méthodologie d'animation" organisée par FNCIDFF à Paris	8, 9 et 10 février 2017	3
Carine	RAINAUD	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	" Formation pour les formatrices et les formateurs : acquérir une méthodologie d'animation" organisée par FNCIDFF à Paris	8, 9 et 10 février 2017	3
Nouria	BAA	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	"Valeurs de la République et la laïcité" organisée par la Région PACA	3 et 4 avril 2017	2
Samiya	SEMMAOUI	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	"Valeurs de la République et la laïcité" organisée par la Région PACA	3 et 4 avril 2017	2
Vanessa	GAROUCHE	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	"La prostitution et la Traite des Etres Humains à des fins d'exploitation sexuelle : Comprendre pour Agir" organisée par l'ADN à Arles	3 et 4 mai 2017	2
Alexandra	LIBERATORE	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	"La prostitution et la Traite des Etres Humains à des fins d'exploitation sexuelle : Comprendre pour Agir" organisée par l'ADN à Arles	3 et 4 mai 2017	2
Nouria	BAA	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	"D2 - Comment agir/réagir face à la mauvaise foi ou l'inertie (blocage) d'une partie dans le cadre d'un divorce ou d'une succession" organisée par FNCIDFF à Paris	12 juin 2017	1
Alexandra	LIBERATORE	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	"V3 - Cyberviolences : Sensibiliser les jeunes et leurs proches aux violences liées aux réseaux sociaux" organisée par FNCIDFF à Paris	19 et 20 juin 2017	2
Olivia	OUMEUR	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	"Intervenir sur l'égalité en milieu scolaire auprès d'enfants et d'adolescents" organisée par FNCIDFF à Paris	14 et 15 sept. 2017	2
Olivia	OUMEUR	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	"Enfants exposés aux violences au sein du couple et parentalité" organisée par FNCIDFF à Paris	18 sept. 2017	1
Nouria	BAA	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	"Le traitement judiciaire des violences commises au sein du couple" organisée par FNCIDFF à Paris	25 sept. 2017	1
Vanessa	GAROUCHE	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	"Prendre la parole en public sur l'égalité entre les femmes et les hommes" organisée par FNCIDFF à Paris	4 et 5 déc. 2017	2
Alexandra	LIBERATORE	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	"Prendre la parole en public sur l'égalité entre les femmes et les hommes" organisée par FNCIDFF à Paris	4 et 5 déc. 2017	2

PARTIE II : ACTIVITÉ DU CIDFF



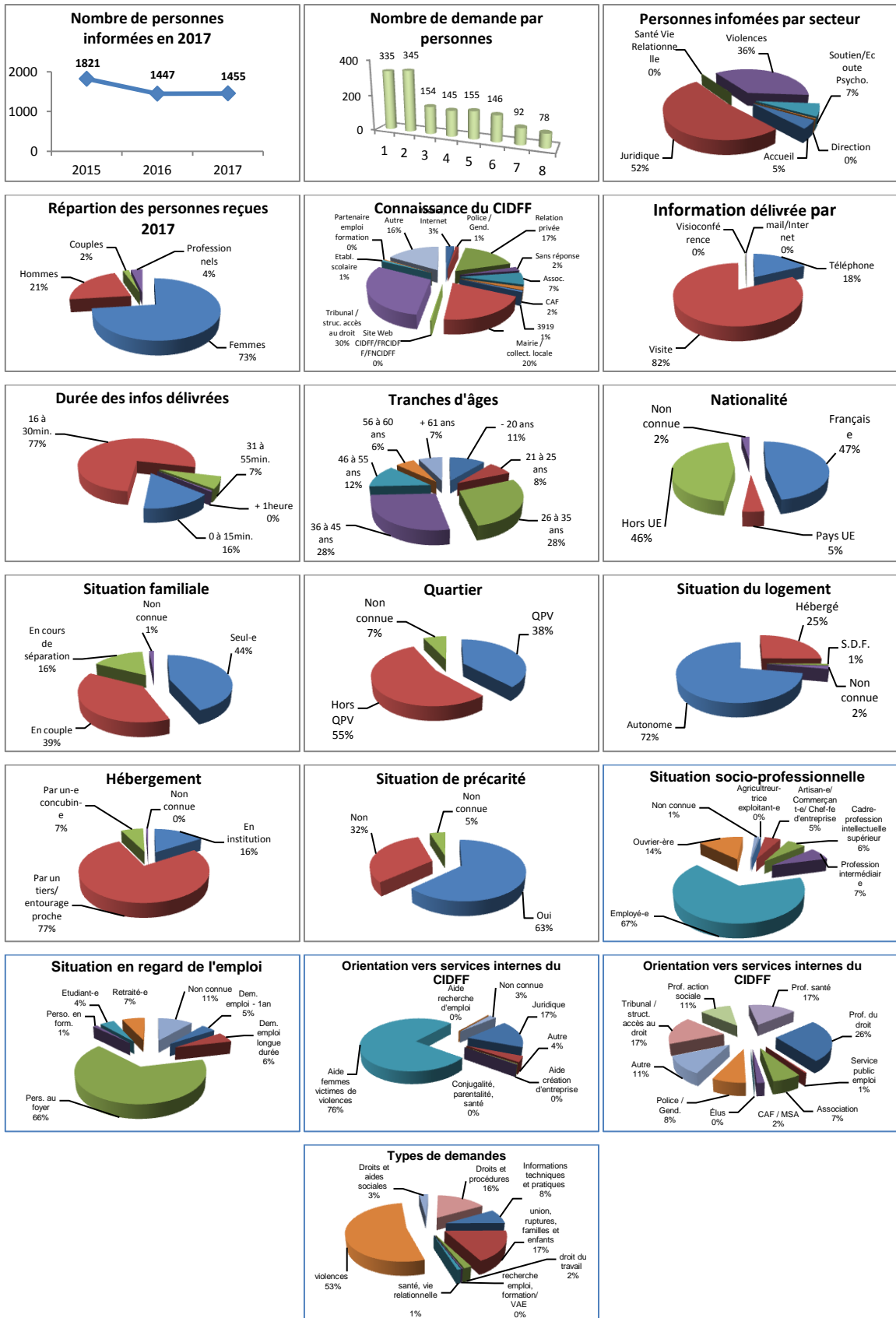
Liste des partenaires opérationnels :

Partenaire (institutions)	Opérationnel/ financier	Titre du projet ou de l'action	Territoire concerné	ETP dédiés	Fonction dédiée
Conseil Régional PACA	<input checked="" type="checkbox"/> op. <input checked="" type="checkbox"/> fin.	<ul style="list-style-type: none"> • Accès au droit • Lutte contre les violences sexistes • Education/Citoyenneté (égalité femme/homme) • Santé / sexualité 	ARLES et Pays d'Arles	4	<ul style="list-style-type: none"> • Juridique • Accompagnement • Sensibilisation
Conseil Départemental 13	<input checked="" type="checkbox"/> op. <input checked="" type="checkbox"/> fin.	<ul style="list-style-type: none"> • Accès au droit • Lutte contre les violences sexistes • Sensibilisation à l'égalité femme/homme • Soutien à la parentalité 	ARLES et Pays d'Arles	4	<ul style="list-style-type: none"> • Juridique • Accompagnement • Sensibilisation
Communauté d'Agglomération ACCM « Arles Crau Camargue Montagnette	<input checked="" type="checkbox"/> op. <input checked="" type="checkbox"/> fin.	<ul style="list-style-type: none"> • Accès au droit • Accès au droit des étrangers • Santé / sexualité • Lutte contre les violences sexistes • Sensibilisation à l'égalité femme/homme • Soutien à la parentalité 	ARLES et Pays d'Arles	4	<ul style="list-style-type: none"> • Juridique • Accompagnement • Sensibilisation
Communauté de communes Terre de Provence	<input checked="" type="checkbox"/> op. <input checked="" type="checkbox"/> fin.	Accès au droit	Châteaurenard et Orgon	1	Juridique
Mairie d'Arles	<input checked="" type="checkbox"/> op. <input checked="" type="checkbox"/> fin.	Accès au droit	ARLES et Pays d'Arles	1	Juridique
Mairie de Port-Saint-Louis-du-Rhône	<input checked="" type="checkbox"/> op. <input type="checkbox"/> fin.	Accès au droit	Port-Saint-Louis-du-Rhône	1	Juridique
Mairie de Saint Rémy de Provence	<input checked="" type="checkbox"/> op. <input type="checkbox"/> fin.	Accès au droit	Saint Rémy de Provence	1	Juridique
Maisons Départementales de la Solidarité de Territoire (M.D.S.T)	<input checked="" type="checkbox"/> op. <input type="checkbox"/> fin.	<ul style="list-style-type: none"> • Accès au droit • Lutte contre les violences sexistes 	<ul style="list-style-type: none"> • Arles • Tarascon • Saint Rémy de Provence 	3	<ul style="list-style-type: none"> • Juridique • Accompagnement
Service social de l'Hôpital Joseph Imbert de la ville d'Arles	<input checked="" type="checkbox"/> op. <input type="checkbox"/> fin.	<ul style="list-style-type: none"> • Accès au droit • Lutte contre les violences sexistes 	ARLES et Pays d'Arles	3	<ul style="list-style-type: none"> • Juridique • Accompagnement
Tribunal de Grande Instance de Tarascon	<input checked="" type="checkbox"/> op. <input type="checkbox"/> fin.	<ul style="list-style-type: none"> • Accès au droit • Lutte contre les violences sexistes 	Ressort du TGI	3	<ul style="list-style-type: none"> • Juridique • Accompagnement
Chambre de Commerce et d'Industrie du Pays d'Arles (CCI)	<input checked="" type="checkbox"/> op. <input type="checkbox"/> fin.	Accès au droit	ARLES et Pays d'Arles	1	Juridique
Maison de Justice et du Droit d'Arles	<input checked="" type="checkbox"/> op. <input type="checkbox"/> fin.	<ul style="list-style-type: none"> • Accès au droit • Accès au droit des étrangers • Lutte contre les violences sexistes 	ARLES et Pays d'Arles	3	<ul style="list-style-type: none"> • Juridique • Accompagnement
CHRS d'Arles (Association Maison d'Accueil)	<input checked="" type="checkbox"/> op. <input type="checkbox"/> fin.	<ul style="list-style-type: none"> • Accès au droit • Lutte contre les violences sexistes 	ARLES et Pays d'Arles	3	<ul style="list-style-type: none"> • Juridique • Accompagnement
Pôle Emploi	<input checked="" type="checkbox"/> op. <input type="checkbox"/> fin.	Accès au droit	ARLES et Pays d'Arles	1	Juridique
Caisse d'Allocation Familiale (C.A.F.)	<input checked="" type="checkbox"/> op. <input checked="" type="checkbox"/> fin.	<ul style="list-style-type: none"> • Accès au droit • Lutte contre les violences sexistes • Soutien à la parentalité 	ARLES et Pays d'Arles	3	<ul style="list-style-type: none"> • Juridique • Accompagnement
Mutuelle Sociale Agricole (M.S.A.)	<input checked="" type="checkbox"/> op. <input type="checkbox"/> fin.	Accès au droit	ARLES et Pays d'Arles	1	Juridique
Centre Communal d'Action Sociale d'Arles (C.C.A.S.)	<input checked="" type="checkbox"/> op. <input type="checkbox"/> fin.	Accès au droit	ARLES et Pays d'Arles	1	Juridique
Commissariats	<input checked="" type="checkbox"/> op. <input type="checkbox"/> fin.	Lutte contre les violences sexistes	<ul style="list-style-type: none"> • Arles • Tarascon 	2	<ul style="list-style-type: none"> • Juridique • Accompagnement
Gendarmeries	<input checked="" type="checkbox"/> op. <input type="checkbox"/> fin.	Lutte contre les violences sexistes	<ul style="list-style-type: none"> • Arles • Tarascon • Port-Saint-Louis-du-Rhône • Saint Rémy de Pce 	2	<ul style="list-style-type: none"> • Juridique • Accompagnement

Les dispositifs auxquels participe le CIDFF

Nom dispositif	Titre projet	Territoire	Fonction	ETP	Budget action
Lutte contre les violences faites aux femmes	Poste Référent violences	Ressort du TGI de Tarascon	<ul style="list-style-type: none"> • Juridique • Accompagnement • Direction 	1	23000€
Hébergement d'urgence des victimes de violences sexistes	SAHFEVVI	Arles	<ul style="list-style-type: none"> • Juridique • Accompagnement • Direction 	0,3	Pas de financement (partenariat avec CHRS Arles)
Prévention de la délinquance	CLSPD Port Saint Louis du Rhône	Port Saint Louis du Rhône	Juridique	0,1	Pas de financement
Prévention de la délinquance	CLSPD Tarascon	Tarascon	Juridique	0,1	Pas de financement
Réseau parentalité	Réseau parentalité Arles	Arles	Juridique	0,1	Pas de financement
Dispositif SIAO	Commissions techniques	Bouches du Rhône	<ul style="list-style-type: none"> • Juridique • Accompagnement 	0,2	Pas de financement
CESC collèges, lycées	Sensibilisation à l'égalité fille/garçon	Arles et Saint Martin de Crau	Juridique	0,2	Pas de financement

1) Activité agréée d'information sur les droits



L'accès au droit : « Connaître ses droits pour les faire valoir »

Le CIDFF s'inscrit dans une logique de proximité et développe son action d'accès au droit sur le territoire du Pays d'Arles, de la communauté d'agglomération ACCM et plus largement sur les communes du ressort du TGI de Tarascon. Des permanences sont ainsi organisées sur les sites suivants :

- En centre-ville, au siège de l'association du lundi au vendredi, de 9h à 12h et de 14h à 17h ;
- Et dans les permanences,
- À la Maison de Justice et du Droit d'Arles (Quartier Griffeuille-politique de la ville), les 1^{ers} et 3^{èmes} lundis du mois de 14h à 17h ;
 - À la Maison du Citoyen de Saint-Martin de Crau, les 3^{èmes} mercredis du mois de 14h30 à 16h30 ;
 - Au Pôle social de Tarascon (politique de la ville), les 2^{èmes} lundis du mois de 14h à 16h ;
 - À l'Espace du Citoyen de Port-Saint-Louis du Rhône (politique de la ville), les 1^{ers} et 3^{èmes} lundis du mois de 14h à 17h ;
 - Au Pôle Social de Saint Rémy de Provence, tous les 1^{ers} lundis de chaque mois de 9h à 12h ;
 - Un accueil téléphonique est assuré quotidiennement pour les personnes éloignées des lieux d'information, à mobilité réduite ou ayant des contraintes personnelles ou professionnelles empêchant tout déplacement ;
 - En alternance sur les communes de Châteaurenard et Orgon, les 3^{èmes} vendredis de chaque mois, à la Maison des services de Châteaurenard et à la Mairie d'Orgon, de 14h à 16h ;

Dans le cadre de l'action d'accès au droit, le CIDFF a vocation à informer et orienter les usagers.

Les permanences d'accès au droit sont assurées par des juristes qui répondent aux demandes d'information des femmes et des familles et les dirigent, le cas échéant, vers un service interne ou un relais extérieur.

La réponse se doit d'être personnalisée, accessible et concrète, dans le cadre d'une information globale en matière du droit de la famille, droit pénal, droit des victimes, droit du travail, droit de la consommation, droit des étrangers.

En 2017, 1455 personnes ont sollicité le CIDFF, parmi lesquelles **760** ont été reçues dans le cadre de notre mission généraliste d'accès aux droits au siège de l'association ou lors des permanences extérieures assurées par les juristes de l'équipe. Mais les entretiens et les accompagnements menés spécifiquement au titre de l'action de lutte contre les violences intrafamiliales ne font pas l'économie du droit ou d'informations juridiques en réponse aux questionnements des victimes. Le nombre de demandes individuelles traitées en 2017 s'élève à **5012 (Cf. graphiques "types de demandes")**.

Concernant l'accès au droit, on note une augmentation des sollicitations des professionnels mais comme les années précédentes on peut affirmer que ce chiffre ne rend pas compte des nombreuses informations formulées par ces derniers. **L'outil statistique mis en place par le réseau considère la personne pour laquelle l'information est demandée et non pas celui qui formule la demande au nom de l'intéressé.** En effet les travailleurs sociaux ainsi que d'autres partenaires associatifs nous interpellent régulièrement sur des situations particulières voire accompagnent les usagers lors des entretiens avec les juristes.

Pour ce qui est de la typologie du public, on retrouve les mêmes observations que pour l'année 2016. En effet, si les bénéficiaires de cette action sont indifféremment seules ou en couple, on note des caractéristiques communes constantes: ils ont des enfants à charge, sont sans emploi ou occupent des postes d'employés ou d'ouvriers et sont peu diplômées.

Tranches d'âge les plus représentées : 26-35 (26% du public) et les 36-45 ans (24 %) puis viennent les 46-55 ans 14%.

- **Il s'agit essentiellement d'adultes ayant des charges de famille (plus de 61%)** : que ce soient des enfants (plus de 53% du public ayant des charges de famille) ou un conjoint au sens large (13%). Et les personnes en couple représentent 45% du public. 24 % des personnes dépendent d'ailleurs des ressources du foyer fiscal.
- **De personnes sans activité professionnelle représentent 63% du public** avec une plus forte proportion des personnes au foyer (**34%**). Les demandeurs d'emploi et les retraités représentent respectivement **13 et 7%** du public reçu en 2016.

En effet 71% d'entre-elles sont en situation de précarité financière.

- **Et avec un faible niveau d'étude** : seulement un peu plus de 12% du public reçu a un niveau de diplôme supérieur au bac et 43% des personnes sont sans qualification.
- Lieux d'habitation :

Sur les 760 personnes reçues dans le cadre de ces permanences juridiques, 302 habitent les quartiers relevant de la politique de la ville. Le quartier d'habitation n'étant pas toujours évoqué au cours de l'entretien, il est fort probable que les chiffres ci-dessus indiqués soit en-deçà de la réalité.

En outre, depuis septembre 2016, le CIDFF participe de manière bimensuelle à une émission sportive d'une radio web locale, la Radio du Pays d'Arles (RPA) et anime une chronique spécifique sur les femmes et le sport (sexisme, sportives...). Depuis janvier 2017, une chronique juridique est également assurée sur cette même radio par le CIDFF du Pays d'Arles, ce qui permet d'informer un public plus large de manière innovante.

Les informations sont principalement données lors d'entretiens physiques (93%), privilégiés aux entretiens téléphoniques du fait de la complexité des situations exposées ou de la nécessité pour la juriste de prendre connaissance de certains documents avant de pouvoir délivrer les informations adéquates. D'autant plus que les permanences juridiques se tiennent à des lieux différents, couvrent une partie du Pays d'Arles (de Port Saint-Louis à Orgon). Les entretiens téléphoniques sont toutefois proposés aux personnes ne pouvant se rendre à l'une de ces permanences ou lorsque les informations sollicitées ne nécessitent pas un entretien de visu. De conclure effectivement à l'importance pour le CIDFF que ses missions soient précisément identifiées et reconnues par ce partenaire privilégié qu'est la Maison de Justice et du Droit. Si ce préalable est rempli, on constate toutefois que les orientations vers les permanences avocat se systématisent dès lors que la question de la violence au sein du couple n'est pas évoquée par l'usager. De sorte qu'on a vu la fréquentation des permanences d'accès au droit du CIDFF assurée au sein de la MJD diminuer. S'agissant de la baisse constatée sur la permanence de Saint-Rémy de Provence, une nouvelle communication auprès des différents partenaires du territoire doit être envisagée. L'opportunité de modifier la gestion du planning de la permanence doit également être réfléchi afin de réduire le nombre de rendez-vous non honorés. Les difficultés auxquelles nous sommes confrontés sont les suivantes : la politique de dématérialisation mise en place par les services publics qui est un frein à l'effectivité des droits du public le plus « précarisé » en raison de l'absence d'accès à internet ou de la non maîtrise de l'outil numérique ; des services difficiles à joindre ou qui refusent de répondre à des professionnels malgré l'autorisation des intéressés à communiquer des informations les concernant ; le nombre non négligeable de rendez-vous non honorés par les usagers.

Le Point d'appui et d'accès aux droits des étrangers (pour la commune d'Arles exclusivement) :

Le Point d'appui et d'accès au droit des étrangers est chargé de recevoir les personnes étrangères et leur famille pour les informer, les orienter, les guider dans leurs démarches administratives et juridiques. Le CIDFF assure les permanences du "Point d'appui" au sein de la Maison de Justice et du Droit d'Arles le lundi de 9h à 12h, le mercredi de 9h à 12h et le jeudi de 14h à 17h pour un premier accueil. Quand un suivi est nécessaire, les entretiens ont lieu dans les locaux du CIDFF à l'Espace Chiavary.

Le Point d'appui a pour mission principale de faciliter l'accès au droit des étrangers via des entretiens individuels destinés à informer les usager(e)s sur leurs droits, et à les accompagner le cas échéant dans leurs démarches auprès des services publics. Les professionnelles du Point d'appui approfondissent les problèmes posés, orientent vers les services compétents en explicitant la démarche, favorisent le développement des partenariats locaux, et signalent aux pouvoirs publics les principaux problèmes rencontrés.

Dans le cadre de leur mission « Point d'Appui », en sus des permanences juridiques destinées à informer le public visé, les juristes du CIDFF :

- Participent aux réunions des Points d'Appui et aux formations dispensées ;
- Utilisent le logiciel commun de recueil de données (outils statistique PAPPU) ;
- Transmettent à l'animateur du réseau le bilan quantitatif et qualitatif chaque semestre.

Le nombre d'heures consacrées au Point d'appui est de 35h par semaine, soit un équivalent temps plein par mois, à répartir entre l'accueil du public, l'examen des cas, le suivi des personnes, les entretiens téléphoniques, le travail administratif et rédactionnel, les formations, les rencontres avec le réseau (réunions à raison d'une par trimestre minimum) et participation aux groupes de travail et de réflexion initiés par le coordinateur ESPACE.

La majorité des demandes concerne l'obtention, le renouvellement et le refus de titre de séjour et les conséquences qui en découlent (recours gracieux...), l'aide à la constitution des dossiers de regroupement familial et les demandes relatives à la nationalité (naturalisation, déclaration...).

Les personnes sont orientées par des travailleurs sociaux, des relations privées ou les juristes de la Maison de Justice et du Droit, mais certaines d'entre elles se présentent spontanément.

Au 31 décembre 2017, 330 personnes ont été reçues dans le cadre des permanences et 506 entretiens ont été menés dont 259 à la MJD et 202 au siège de l'association. Parmi elles, 121 personnes résident en quartiers prioritaire ville (44 à Barriol, 42 à Griffeuille et 35 au Trébon), soit 37% des personnes reçues. A ce chiffre il convient d'ajouter les 26 personnes habitant Tarascon reçues à Arles où des questions de droit au séjour ont été soulevées.

2°) Activité d'accompagnement individualisé vers emploi

Le rôle du CIDFF en matière d'emploi n'est pas de se substituer aux organismes publics mais de favoriser l'accès à l'emploi des femmes pour optimiser leur autonomie personnelle.

A ce titre, le CIDFF a animé, en partenariat avec d'autres professionnels, des informations collectives sur la conciliation des temps, l'élargissement des choix professionnels et diversification de l'orientation professionnelle, la création d'entreprise ...

Le CIDFF du Pays d'Arles ne **dispose pas d'un Bureau d'Accompagnement individualisé vers l'Emploi (BAIE)** en raison du grand nombre de professionnels et acteurs locaux intervenant sur cette thématique en Pays d'Arles. Toutefois, en matière d'emploi, le CIDFF apporte son expertise dans les domaines des freins à l'emploi au féminin et en matière d'élargissement des choix professionnels, d'articulation des temps de vie (sphère familiale, professionnelle...) par des actions de sensibilisation du public et des professionnels de l'emploi.

Concernant l'emploi, au cours de 2017, nous avons enregistré 103 demandes dont 14 spécifiques au secteur emploi et 89 relatives au droit du travail. 13 personnes dont 11 femmes ont été informées dans le cadre du secteur emploi et 50 personnes dont 44 femmes en droit du travail.

Pour ce qui est du secteur emploi, il est important d'évoquer ici tous les partenariats noués localement :

Le Partenariat avec la Mission locale :

A l'instar des années précédentes, la directrice rencontre régulièrement les responsables d'antennes de la Mission Locale du Delta, notamment les antennes d'Arles et de Tarascon, ainsi que les équipes de chacune d'entre elles. Des réunions de travail ont lieu régulièrement avec le responsable de l'antenne d'Arles afin de mettre en place les informations collectives.

Le Partenariat avec le service emploi de l'ACCM via le dispositif PLIE :

Participation en 2017 au **Forum « Les rencontres de l'emploi - 6^{ème} édition »** par la tenue d'un stand d'information. Participation au groupe de travail sur les modes de gardes qui a démarré fin 2017 et qui va se poursuivre en 2018. Participation à une journée de réflexion / action organisée par le Plie ACCM, sur la thématique : **Bénéficiaires et dispositifs : quelle rencontre possible ?** Le mardi 19 décembre.

Le Partenariat avec la Maison de l'Emploi du Pays d'Arles :

Rencontres régulières entre les directrices des deux structures ainsi qu'avec la chargée de mission de la MDE et réflexion sur des projets communs, notamment autour du projet « Des Etoiles et des Femmes » qui devraient voir le jour en 2018.

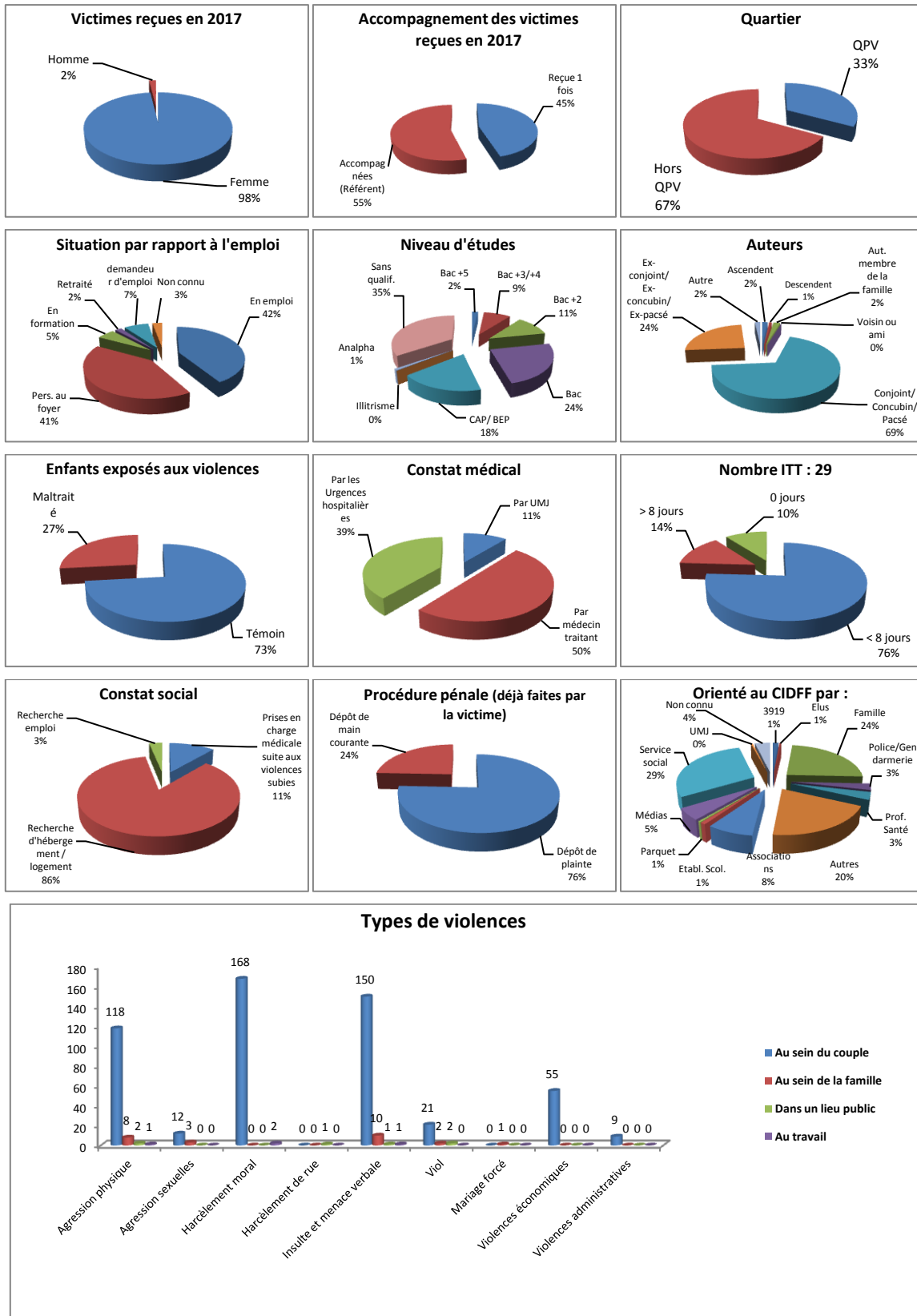
Participation à des manifestations en lien avec l'emploi :

- Le **27 janvier**, le CIDFF a tenu un stand à la **5^{ème} édition du FORUM DES METIERS** organisée par le Centre Social « Les Oliviers » secteur Point Information Jeunesse, le Collège Charloun Rieu, l'association des parents d'élèves FCPE, la municipalité et l'Espace Emploi de Saint Martin de Crau. **50 jeunes (dont 40 filles)** se sont renseignés auprès des professionnelles du CIDFF sur le métier de juriste mais également sur l'élargissement des choix professionnels.
- Le **3 mars**, le CIDFF a tenu un stand au **1^{er} FORUM DES METIERS du Collège Ampère à Arles**, **27 collégiens (dont 19 filles)** se sont renseignés auprès des professionnelles du CIDFF sur le métier de juriste mais également sur l'élargissement des choix professionnels.
- Le **8 mars**, le CIDFF a animé une journée contre le sexisme au travail auprès des professionnels du **Pôle emploi de Salon de Provence**, **24 professionnels dont 19 femmes** y ont participé.
- Les **8 et 11 mars**, les professionnelles du CIDFF ont réalisé un **micro-trottoir** sur l'égalité professionnelle auprès de **47 personnes dont 28 femmes** (5 minutes d'interview par personne environ).
- **Fin 2017**, le CIDFF a travaillé sur un projet régional concernant l'insertion professionnelle des primo-arrivantes qui devrait être mis en œuvre courant 2018.
- A l'instar des années précédentes, en ce qui concerne spécifiquement les victimes de violences au sein du couple, le volet emploi est une dimension importante dans leur retour à une totale autonomie.

L'accompagnement à l'insertion de ce public se traduit par des prises de contact et/ou des orientations vers le Pôle Emploi, le PLIE, la Mission Locale, tout organisme de formation, les associations locales de réinsertion professionnelle avec lesquelles le CIDFF du Pays d'Arles entretient un partenariat privilégié.

Pour les personnes victimes de violences, public fragilisé, les professionnelles du CIDFF demeurent attentives et vigilantes. Ce n'est que lorsque la personne aura repris confiance en elle et aura une perspective d'avenir qu'elle pourra envisager de se positionner dans un projet de réinsertion socio-économique.

3°) Activité d'accompagnement en faveur des femmes victimes de violences



Spécificités du public reçu dans le cadre du dispositif « référent violences » :

- **Les personnes sont principalement orientées par des professionnel-le-s des services sociaux puis par leurs relations familiales et amicales :**

Les professionnel-le-s de la MDS et du CCAS sont en effet nos interlocuteurs privilégiés et ces orientations démontrent l'importance de conserver cette étroite collaboration tant pour avoir un lien avec un maximum de personnes victimes du territoire que pour permettre un accompagnement efficace de ces victimes. **La pluralité des professionnel-le-s autour d'une personne permet souvent une meilleure prise en charge de ses différentes difficultés.**

Le partenariat avec les différents acteurs sociaux, associatifs et institutionnels autour d'une personne victime de violences est notamment dynamisé par la reprise des comités techniques qui permettent au CIDFF référent violences de renforcer sa mission de coordination de réseaux de proximité.

- **Démarches engagées par la personne avant le premier rendez-vous :**

- 59 victimes avaient déjà déposé plainte avant le premier rendez-vous et 19 avaient déposé une main courante (néanmoins, ce chiffre est à relativiser car le dépôt d'une main courante peut témoigner d'une situation de séparation - abandon du domicile conjugal par exemple – et non d'une situation de violences). **Cela veut dire qu'un peu plus d'une victime sur 4 vient nous trouver après avoir déposé plainte.** 35 de ces personnes ne savent pas où en est la procédure pénale et 11 voient leur plainte classée sans suite ou donner lieu à une mesure alternative aux poursuites. 12 plaintes font l'objet de poursuites ou d'ouverture d'une information judiciaire. Cela signifie que 4 victimes sur 5 (46 sur 59) qui ont porté plainte, outre une éventuelle demande de soutien juridique et/ou psychologique, viennent aussi nous trouver pour comprendre pourquoi la Justice ne répond pas à leurs sollicitations. **Sur ce point, nous allons nous efforcer pour 2018 de renforcer la collaboration avec les services de Justice et de police et gendarmerie qui gravitent autour des situations de violences sexistes pour améliorer l'accompagnement des victimes.**
- 3 victimes sur 4 environ viennent sans avoir déposé plainte et toutes n'ont pas l'intention ou la volonté de le faire. Le recours à la justice n'est pas toujours une priorité voire n'est pas du tout envisagé par certaines victimes. 53 personnes sont notamment venues pour un problème relatif à la recherche d'hébergement ou de logement. De même, un certain nombre des personnes que l'on reçoit au CIDFF ne sont pas encore séparées et recherchent donc des informations (démarches juridiques, recherche de logement, droits sociaux...) pour anticiper une éventuelle séparation.
- Quasiment toutes les personnes reçues viennent aussi pour bénéficier d'un soutien moral : le soin donné à l'accueil et l'écoute d'une personne en situation de violences est primordial car cela peut avoir pour effet d'améliorer l'avancée vers plus de confiance en soi et donc plus d'autonomie.

- **L'accompagnement des victimes de violences vers un hébergement :**

L'hébergement demeure un des problèmes les plus cruciaux rencontrés par les personnes victimes de violences. En effet, il concerne d'une part un nombre relativement important de victimes (78 femmes et un homme nous ont fait part d'un problème d'hébergement et 50 personnes nous ont exprimé une demande pour bénéficier d'un hébergement d'urgence). Cela représente, d'autre part, une vraie source de difficultés pour les professionnel-le-s du territoire qui nous interrogent régulièrement sur les dispositifs et possibilités existants.

A ce titre, le dispositif SAHFEEVI mis en place en 2015 a perduré en 2017. 38 demandes ont été formulées pour un hébergement via ce dispositif. Il a permis d'accueillir 18 personnes (6 familles dont une qui a été hébergée dans un appartement mis à sa disposition en échange d'un loyer).

Pour les autres personnes en recherche d'un hébergement ou d'une mise à l'abri, divers autres dispositifs ont pu être mis en mouvement. Ainsi, l'équipe du SIAO¹, qui est un dispositif ouvert à toutes les personnes à la rue ou risquant de l'être, a créé un dispositif spécifique pour les personnes victimes de violences (le SIAO PVV). Cela signifie que les femmes ayant été ou étant victimes de violences sexistes (conjugales, prostitution, etc.) et étant enregistrées sur le logiciel SIAO comme telles voient leurs demandes traitées prioritairement et spécifiquement. Des commissions particulières ont lieu régulièrement sur le département et le CIDFF y participe activement.

¹ Le SIAO est un logiciel qui permet de centraliser les différentes demandes d'hébergement en insertion (les demandes de mise à l'abri en urgence sont traitées via le numéro gratuit 115). Le pôle insertion du SIAO sert d'appui aux travailleurs sociaux pour instruire des demandes d'hébergement et se renseigner sur les dispositifs (CHRS, ALT, Résidence sociale et maison relais).

De même, un partenariat spécifique entre la SEMPA et le CIDFF a été mis en place afin de traiter de manière prioritaire les demandes de logement social effectuées par des personnes victimes de violences. Cette précieuse collaboration a permis le relogement prioritaire de deux femmes avec enfants en 2017. Une troisième a décliné la proposition qui lui a été faite pour un retour au domicile conjugal.

• Les comités techniques

Les comités techniques liés au rôle de coordination des acteurs de proximité du référent violences ont repris au dernier trimestre de l'année 2017 et devraient continuer d'être mis en place de manière trimestrielle en 2018.

L'objectif des comités techniques est de renforcer le maillage des partenaires locaux ayant un rôle à jouer dans l'accompagnement des personnes victimes de violences sexistes.

Le comité technique de 2017 a été organisé suite à la loi du 13 avril 2016 et pour permettre aux acteurs du territoire du pays d'Arles de prendre connaissance de ses dispositions et d'être partie prenante de l'accompagnement des personnes victimes de prostitution. Le fort partenariat du CIDFF d'Arles avec l'Amicale du Nid de Marseille renforce les possibilités d'accompagnement de ces personnes.

• Sensibilisation du public et des professionnel-le-s

Outre l'accompagnement individuel des victimes de violences, le CIDFF a aussi pour mission de prévenir les violences sexistes. Dans ce cadre, l'association intervient auprès de différents publics et dans différents cadres : interventions auprès de public scolaire, adultes, professionnels ou non, formation de professionnels, comités techniques, réunions avec des partenaires.

Ainsi, nous sommes intervenues dans différents établissements scolaires (lycées d'Arles et de Tarascon) et auprès de différents publics (jeunes scolarisés, jeunes en insertion, professionnel-le-s...), pour sensibiliser à l'égalité mais nous avons aussi parfois approfondi cette première intervention par une deuxième sur les violences sexistes (CFA, Mission Locale...). De même, par le biais des comités techniques et réunions entre partenaires, nous sommes amenées à apporter notre contribution et notre expertise sur ce sujet.

Le but de ces interventions est de sensibiliser les personnes aux mécanismes de la violence, notamment conjugale, afin d'améliorer le repérage de ces situations et/ou de devancer l'installation de ces violences. Pour endiguer le phénomène de violences sexistes, nous considérons qu'outre l'accompagnement des victimes de violences pour les aider à faire reconnaître leurs droits, il est primordial de prévenir le phénomène des violences sexistes en mettant en lumière le fait qu'il s'agit d'un continuum des inégalités entre hommes et femmes qui persistent dans toute la société. C'est parce que nous pensons que l'éducation est la première arme pour tendre vers l'égalité que nous continuons, voire accentuons, nos interventions de sensibilisation.

• Groupe de parole à destination des femmes victimes de violences :

L'objectif principal est d'aider ces femmes à dépasser leur situation et à se reconstruire par l'intégration à un groupe de parole, afin de les remettre sur le chemin de l'insertion sociale et leur permettre de retrouver une totale autonomie. La finalité étant de sortir les victimes du processus d'emprise. L'emprise étant la mise en place d'un processus de domination sur autrui, processus qui se développe en s'attaquant aux capacités de la victime à penser et à construire du lien. Le phénomène d'emprise provoque chez les victimes des sentiments de honte, de culpabilité, d'auto dévalorisation et crée de la dépendance vis-à-vis de l'agresseur. Quand elles prennent conscience de la situation, les victimes sont détruites sur le plan psychique et physique, elles n'ont plus aucune confiance en elles.

Le groupe de parole se déroule en 8 séances de 2 heures chacune (+ 2 séances bilan). Les participantes sont volontaires et s'engagent (moralement) à participer à toutes les séances afin de ne pas interrompre le processus de reconstruction.

La psychologue en charge de l'animation des groupes propose et utilise divers supports adaptés tels que :

- ☞ Des « cartes projectives », des exercices sur « les sentiments et émotions ».
- ☞ Une présentation de « méthodes de relaxation » à utiliser en cas de stress (et de réactivation des traumas).
- ☞ De proposer une « auto-passation » d'un test certifié sur l'estime de soi, comme base d'échanges sur ce sujet.
- ☞ Des temps d'élaboration « d'arbres de vie » pour repérer ses « freins », trouver des pistes de résolution mais aussi pour discerner ses « leviers », ressources, atouts et talents et, de la sorte, permettre de concevoir un avenir plus « sécurisé ».
- ☞ Des techniques dites de « communication non violente » pour aider aux discernements de modes relationnels violents.

Pour ce qui est du 1^{er} groupe de parole en 2017 : A l'issue de ces entretiens individuels, 9 femmes ont signé le document symbolique d'engagement à participer aux 8 séances du groupe de parole. 8 femmes ont effectivement participé au groupe de parole, 5 se sont montrées assidues, 3 d'entre elles ont retrouvé du travail en cours de déroulé du groupe, ce qui a compromis leur participation aux dernières séances.

Et le second groupe de parole de 2017 : 8 femmes ont acté leur participation par la signature de l'engagement symbolique, à l'issue des entretiens individuels.

7 femmes ont participé au groupe, une d'entre elle s'est désistée en amont du démarrage du groupe. 4 se sont montrées assidues, 3 autres ont alterné entre présence et absence, parfois justifiées, parfois non. Mais toutes continuent d'être accompagnées à l'heure actuelle par la juriste en charge des missions de référent violences.

Les femmes présentes ont ainsi pu sortir de leur isolement, s'autoriser à dire, écouter et être écoutée, entendre et être entendue, questionner et analyser.

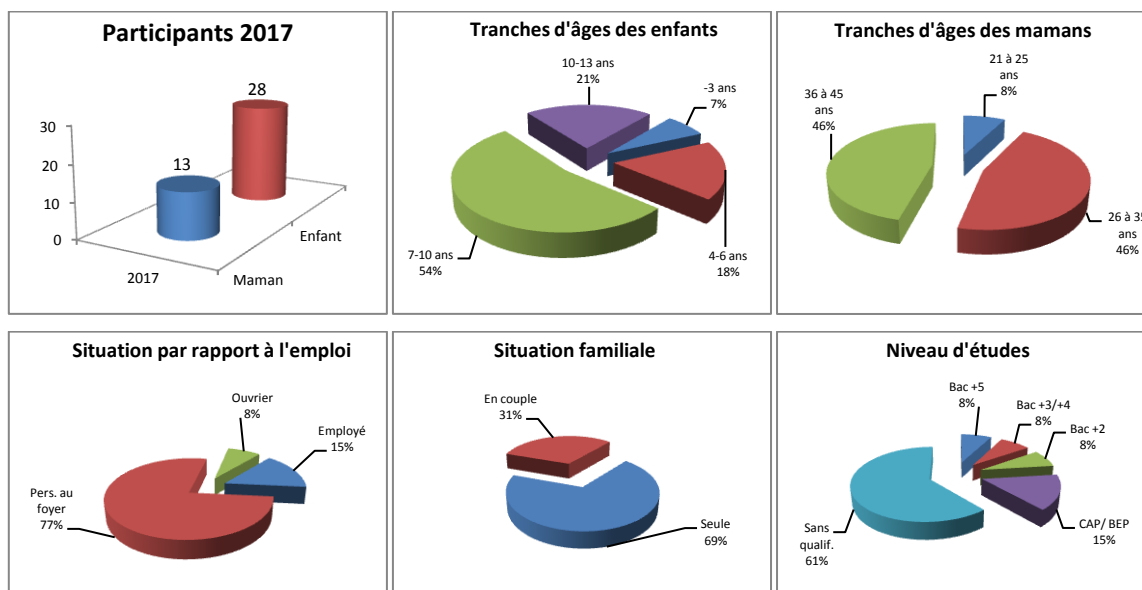
Conclusion :

La relative prise en compte par les services de l'Etat de la particulière vulnérabilité des victimes de violences est à déplorer. **Malgré un engouement médiatique cette année sur la question des violences faites aux femmes, et à juste titre, nous pouvons néanmoins regretter une stagnation des pouvoirs publics tant dans la politique pénale des parquets que dans les dotations faites aux associations d'aide aux femmes victimes de violences** pour agir dans ce domaine. Or, si nous voulons réellement faire changer les choses, comme dans tous les domaines, les moyens financiers sont le premier levier à actionner.

À Arles, il est très important de souligner le riche partenariat qui existe déjà et qui est constamment dynamisé par des actions et des réunions regroupant différents professionnel-le-s du pays d'Arles qui agissent contre les violences sexistes. Cette collaboration permet à la fois une meilleure détection des éventuel-le-s victimes et un accompagnement plus efficient des personnes concernées. Malheureusement, notre action reste toujours nécessaire car le nombre de victimes que nous rencontrons et accompagnons ne faiblit pas, mais il est rassurant de constater que les violences sexistes intéressent un nombre grandissant de personnes et sont de plus en plus perçues comme un fait social contre lequel il est possible d'agir.

4°) Activité relative au soutien à la parentalité et santé

Ateliers Jeux : Soutenir et accompagner les parents victimes et les enfants exposés aux violences intrafamiliales



Le principe des ateliers-jeux est d'utiliser le jeu comme un média thérapeutique visant à (re)découvrir une relation particulière avec son parent ou son enfant. Cette action s'adresse à des familles ayant été exposées aux violences intrafamiliales. Le parent invité à participer est celui qui a été victime des violences.

Ces ateliers-jeux se déroulent sur sept ou huit séances de deux heures, le mercredi après-midi (le nombre de séances est décidé en fonction du nombre de semaines disponibles entre deux périodes de vacances scolaires). Les deux sessions de 2017 se sont déroulées à Arles, dans les locaux de la ludothèque Martingale à l'école du Trébon. Les professionnelles mobilisées sont une animatrice de jeux, une psychologue clinicienne, une monitrice-éducatrice et la juriste en charge des missions de référent violences du CIDFF.

En 2017, trois sessions ont été organisées (les financements étant octroyés pour une année scolaire, les deux premières sessions correspondent au financement pour l'année 2016-2017 et la troisième pour l'année 2017-2018). La première s'est déroulée du 1^{er} mars au 5 avril 2017, elle a réuni 5 familles : 5 mamans et 10 enfants. La deuxième du 10 mai au 21 juin 2017 a réuni 5 mamans et 11 enfants. La troisième du 8 novembre au 20 décembre 2017 a réuni 3 mamans et 7 enfants.

Magnet Santé

L'action Magnet Santé vise à apporter à un public migrant des occasions de s'exprimer oralement en français sur des questions intéressant le domaine de la santé. Elle s'adresse en priorité aux femmes ne maîtrisant pas tout à fait la langue française, voire très peu. L'objectif principal de cette action est de rendre ces femmes actrices de leur santé en favorisant l'appropriation de leurs corps et de leur sexualité notamment par la libération de la parole, l'accès à l'information, aux méthodes de prévention et aux soins.

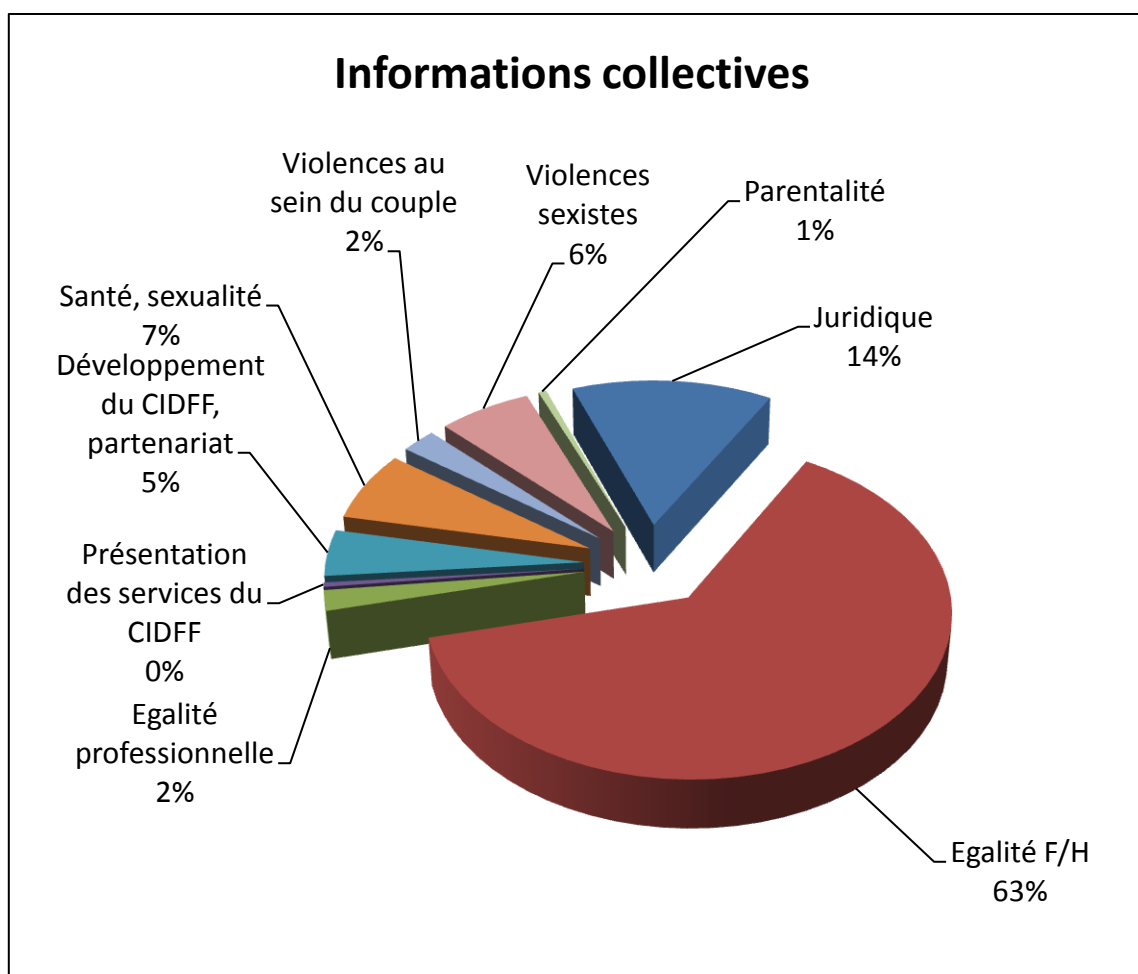
Les deux sessions de 2017 ont été découpées en quatre thématiques : le corps humain et les dépistages organisés, l'équilibre alimentaire, la sexualité, la contraception et l'IVG et les violences sexistes, notamment conjugales. Les participant-e-s ont montré un vif intérêt pour toutes les thématiques évoquées, au point pour la 2^{ème} session d'ajouter une séance supplémentaire afin de répondre à cet engouement. Ces sessions ont bien sûr été l'occasion de sensibiliser les 29 femmes présentes dans des domaines variés de l'accès aux soins (dépistages organisés, vaccinations...) mais aussi de partager les expériences personnelles des un-e-s et des autres.

Cette libération de la parole est quelque chose de très riche et de très important et l'intérêt des participantes le démontre. Ces femmes, qui ont des niveaux d'expression et de compréhension de la langue française très disparates ne sont pas toujours à l'aise pour parler au quotidien, notamment au personnel soignant. Elles peuvent consentir passivement à des actes médicaux sans en comprendre la portée par exemple. C'est là que cette action prend tout son sens : ces femmes reprennent confiance en elles pour parler de santé et réaffirment le droit qu'elles ont de disposer de leur corps comme elles le veulent. C'est une action extrêmement plaisante tant à mener qu'à vivre en tant que participante car elle concentre des échanges vraiment intéressants.

5°) Activité d'information collective

	Nature des informations collectives	Nombre de personnes informées	Thématiques
Accès au droit	Sensibilisation aux principes de la laïcité et son application	12	Juridique
	Présentation des missions du CIDFF aux associations à Tarascon et à Châteaurenard	32	Présentation des services du CIDFF
	Manifestations dans le cadre du 08/03 "Journée internationale des droits des femmes"	1395	Egalité F/H
	Chroniques juridiques radiophoniques (Radio web : live et podcast) : Egalité salariale ; Inégalités dans la culture; le harcèlement de rue ; la prostitution ; l'autorité parentale ; le cybersexisme, le divorce par consentement mutuel 2017 ; l'IVG ; le harcèlement scolaire, le nom de famille, le nom d'usage, la précarité des femmes	1000	Juridique
Lutte contre les violences	Sensibilisation/intervention : Lutte contre les violences sexistes (dans les établissements scolaires : collège, lycée et CFA et autre public : centres sociaux, professionnels...)	438	Violences sexistes
	Rencontre multi-partenaire "Veille juridique sur la loi du 13 avril 2016 auprès de travailleurs sociaux"	8	Violences sexistes
	Groupes de Parole - Accompagnement collectif des victimes de violences assuré par une psychologue, qui vient en complément des entretiens individuels menée par cette dernière, mais également en sus de l'accompagnement proposé par la juriste du CIDFF en charge des missions de référent violences	24	Violences sexistes
	Comité technique dans le cadre des missions du poste "Référént violences" Coordination du réseau d'acteurs locaux dans la lutte contre les violences au sein du couple	17	Violences au sein du couple
	Réunion avec les professionnels des partenaires pour des situations de violences conjugales	11	Violences au sein du couple
	Projection film + débat - Manifestation dans le cadre du 25/11 "Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes"	150	Violences au sein du couple
Emploi, Insertion professionnelle	Tenue d'un stand aux Forums des métiers à Arles et Saint Martin de Crau	77	Egalité professionnelle
	Micro-trottoir "In-égalité professionnelle entre les femmes et les hommes"	47	Egalité professionnelle
	Sensibilisation de professionnels - Journée contre le sexisme au travail	24	Egalité professionnelle
Parentalité	Ateliers-jeux parents-enfants : 7 séances de 2 heures/ session pour les parents et enfants victimes de violences intrafamiliales accompagnés par le CIDFF d'Arles	41 (13 mamans et 28 enfants)	Parentalité
Éducation, citoyenneté	1 chronique bimensuelle à la Radio du Pays d'Arles (RPA) : émission sportive, le CIDFF consacre une chronique sur le sport au féminin, le sexisme dans le sport, la valorisation des sportives (tous les 15 jours)	1000	Egalité F/H
	Tenue de stand au Gala des cultures urbaines à Arles	100	Développement du CIDFF, partenariat
	Tenue de stand aux fêtes des quartiers d'Arles	237	Développement du CIDFF, partenariat
	Sensibilisation à l'égalité filles/garçons aux écoles primaires d'Arles (Temps cantine et temps préscolaires)	842	Egalité F/H
	Sensibilisation à l'égalité filles/garçons (Collégiens des classes de 5 ^{èmes} et 4 ^{èmes} des collèges d'Arles et Saint-Martin-de-Crau)	372	Egalité F/H
	Stage "Jeune et genre" : Lutter contre les discriminations sexistes qui répond à un besoin de	46	Egalité F/H

	Nature des informations collectives	Nombre de personnes informées	Thématiques
Éducation, citoyenneté (suite)	prise de conscience de l'impact des rôles sociaux de sexe sur ses choix, décisions, comportements et attitudes, afin de pouvoir ensuite repérer des situations de discriminations sexistes et de pouvoir lutter contre (public jeune)		
	Sensibilisation à l'égalité filles/garçons (Apprentis CFA du BTP d'Arles)	52	Egalité F/H
	Sensibilisation à l'égalité filles/garçons (Lycéens des Classes de secondes et premières des Lycées d'Arles et de Tarascon)	559	Egalité F/H
	Atelier citoyenneté : Égalité femme/homme (Association à Tarascon, ADMR de St Rémy)	45	Egalité F/H
	Tournoi Handball - Arles : Sensibilisation à l'égalité femmes/hommes	149	Egalité F/H
	Fête le mur - Tennis : Sensibilisation à l'égalité femmes/hommes	157	Egalité F/H
	Journée d'initiation au rugby : Ateliers sur l'égalité femme/homme	25	Egalité F/H
	Interventions du bénévole du CIDFF : Réduction des risques en matière de la sexualité auprès des lycéens d'Arles et Nîmes, CIPEN	475	Santé, sexualité
	Magnet santé : mise en place d'informations collectives sur la santé auprès de groupes de femmes migrantes. 4 séances par groupe de femmes, avec deux séances spécifiques sur la nutrition et sur la contraception	30	Santé, sexualité



- Actions spécifiques, ponctuelles (8 mars, 25 novembre, 6 février) ou expérimentales

A l'occasion du 8 mars, et tout au long du mois de mars, le CIDFF assure le fil rouge de l'évènement « Femmes en mouvement » sur Arles et propose diverses manifestations sur Arles et Tarascon et même Port Saint Louis du Rhône. Le 25 novembre, le CIDFF propose des évènements sur Arles et Tarascon.

2101 personnes ont participé aux différentes manifestations proposées (1951 sur Arles et 150 sur Tarascon.

Titre du projet	Public concerné	Financements	8 mars / 25 nov. / autre	DR / DD
Femmes en Mouvement (une dizaine de manifestations tout au long du mois de mars)	Grand public (du 8/03 au 24/03/17)	Commune d'Arles/CD13/politique de la ville	<input checked="" type="checkbox"/> 8 m. <input type="checkbox"/> 25 nov. <input type="checkbox"/> autre	<input type="checkbox"/> DR <input type="checkbox"/> DD
Intervention dans le cadre de la journée internationale des droits des femmes	Stagiaires au Pôle Formation du Pays d'Arles (3/03/2017)	CD13/politique de la ville	<input checked="" type="checkbox"/> 8 m. <input type="checkbox"/> 25 nov. <input type="checkbox"/> autre	<input type="checkbox"/> DR <input type="checkbox"/> DD
Intervention sur l'égalité professionnelle	Conseiller-e-s Pôle emploi Salon de Provence	FRCIDFF PACA	<input checked="" type="checkbox"/> 8 m. <input type="checkbox"/> 25 nov. <input type="checkbox"/> autre	<input type="checkbox"/> DR <input type="checkbox"/> DD
Intervention dans le cadre de la journée internationale des droits des femmes	Elèves de l'école primaire de Port-Saint-Louis-du-Rhône	Marseille Métropole	<input checked="" type="checkbox"/> 8 m. <input type="checkbox"/> 25 nov. <input type="checkbox"/> autre	<input type="checkbox"/> DR <input type="checkbox"/> DD
Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes	Grand public	Commune de Tarascon/CD13/politique de la ville	<input type="checkbox"/> 8 m. <input checked="" type="checkbox"/> 25 nov. <input type="checkbox"/> autre	<input type="checkbox"/> DR <input type="checkbox"/> DD

- Actions de communication du CIDFF

- Moyens internes de communication (campagne internet ou sur les réseaux sociaux, distribution de plaquettes, affiches, publications dans la presse locale)
- Promotion faite des outils de communication internes au réseau des CIDFF proposé par la Fédération Nationale de CIDFF (CIDFF infos, plaquettes, guides et référentiels thématiques)

Action	Support	Origine
Compte Facebook de l'association	Réseaux sociaux	<input checked="" type="checkbox"/> CIDFF <input type="checkbox"/> FR <input type="checkbox"/> FN
Plaquettes, dossiers documentaires	Diffusion plaquettes	<input checked="" type="checkbox"/> CIDFF <input type="checkbox"/> FR <input type="checkbox"/> FN
Plaquettes	Diffusion plaquettes	<input type="checkbox"/> CIDFF <input type="checkbox"/> FR <input checked="" type="checkbox"/> FN
<ul style="list-style-type: none"> • Site Internet du CIDFF d'Arles : http://bouchesdurhone-arles.cidff.info/ • Site internet de la FNCIDFF : http://www.infofemmes.com/v2/accueil.html • Site internet de la FRCIDFF : http://paca-fr.cidff.info/ 	Sites Internet local, régional et national	<input checked="" type="checkbox"/> CIDFF <input checked="" type="checkbox"/> FR <input checked="" type="checkbox"/> FN
Interventions auprès des médias	Presse Locale/Radios locales	<input checked="" type="checkbox"/> CIDFF <input type="checkbox"/> FR <input type="checkbox"/> FN

Fait le 30 mai 2018 à Arles

La directrice du CIDFF d'Arles

C.I.D.F.F.
Espace Chiavary
12, Bd Emile Zola
13200 ARLES
Tél. 04 90 93 47 76

